
ISTITUTO PER L'ORIENTE
I. P. O.
C.A. NALLINO


JSTOR

BENOÎT GRÉVIN

(CNRS/LABORATOIRE DE MÉDIEVISTIQUE OCCIDENTALE DE PARIS)

LA TRAME ET LA CHAÎNE : REMARQUES CONCLUSIVES SUR LES RAPPORTS ENTRE ANALYSE TEXTUELLE ET HISTOIRE DIPLOMATIQUE DU MONDE MUSULMAN

> Je dépliai le papier qu'il me tendait, et soudain mes yeux devinrent fixes. À l'angle de droite, portant le serpent entrelacé à la chimère, et tel que je l'avais si souvent déchiffré à l'Académie diplomatique au bas de traités poussiéreux et centenaires, le sceau de la Chancellerie de Raghès étoilait la feuille.
>
> Julien Gracq, *Le rivage des Syrtes*

L'histoire des relations diplomatiques entre le monde musulman et l'Occident latin est plus que jamais de mode, pour le meilleur et pour le pire. Qu'il s'agisse de chanter l'avènement improbable de rapports idylliques, ou de justifier l'éternelle répétition des heurts guerriers, la plupart des récits en circulation visent avant tout à instrumentaliser un passé mis au service du présent et de ses représentations. Une pratique plus scientifique peut-elle échapper à cette fascination ? Les contacts diplomatiques entre civilisations et légitimités différentes, qu'elles soient aux prises depuis des siècles ou s'abordent pour la première fois, constituent un temps fort de la narration historique, dont le pouvoir d'évocation, amplifié par l'effet d'étrangeté parfois perceptible dans les sources mêmes, à travers le regard des contemporains,[1] est rétrospectivement magnifié par notre connaissance des épisodes subséquents et notre vue panoptique de l'ensemble des acteurs concernés. Comment ne pas deviner Marco Polo en route pour Pékin derrière les échos des premiers contacts entre les Mongols et l'Occident, ou la chute de Grenade à travers le réseau des échanges séculaires entre les Espagnes chrétiennes et musulmanes ? Quel que soit le sérieux de l'analyse, les traces – primaires ou secondaires – de ces rencontres diplomatiques d'exception conservent la fascination du précédent.

Cette logique du précédent, mémorielle et archivistique, pèse d'autant plus durablement sur la pratique historique, que les fondateurs de la diplomatique comme de l'orientalisme positivistes abordèrent jadis cette documentation dans une perspective qui lui était subordonnée. Le comte de Mas Latrie, second professeur de diplomatique à l'École des chartes, n'élabora-t-il pas sa collection

1 – Cf. par exemple la narration de son ambassade à la cour de Cordoue par Jean de Gorze dans la communication de P. Guichard, *supra* p. 229-247.

Oriente Moderno, LXXXVIII, 2008, 2, p. 523-533

de traités et textes relatifs aux relations entre les pouvoirs chrétiens et les États du Maghreb médiéval, parue en 1866, dans le but avoué de donner une épaisseur historique à la pénétration française en Algérie,[2] à l'aide des éditions et traductions de textes arabes et latins collectés pour certains à la génération précédente dans des archives occidentales par Antoine-Isaac Silvestre de Sacy, lui-même si sensible à l'histoire des traités islamo-chrétiens qu'il leur avait réservé une section de sa chrestomathie arabe ?[3]

Cette précocité dans le repérage et l'étude d'un certain nombre des pièces du complexe dossier des échanges diplomatiques entre le monde musulman et l'Occident latin médiéval et renaissant tient toutefois autant aux logiques de conservation textuelle qu'à l'intérêt suscité par le contenu intrinsèque de la documentation. Durant l'essor de l'orientalisme scientifique européen, les savants recherchèrent et exploitèrent d'abord la documentation arabe, turque, persane ou mongole à disposition dans leurs propres archives. Mais la disparition quasi-intégrale d'archives médiévales dans le monde islamique, constatée dès le XIX^e^ siècle, donna rapidement à ces sources un statut d'exemplarité pour la diplomatique orientale, doublant en quelque sorte leur valeur intrinsèque de témoins des échanges diplomatiques ente Orient et Occident. En dépit des possibilités parfois prometteuses offertes par l'avancement de la recherche,[4] le tableau ne s'est pas radicalement modifié en ce début du XXI^e^ siècle. Ces documents d'archives conservés en Europe, reliefs de correspondances par définition exceptionnelles entre pouvoirs chrétiens et musulmans, sont encore les principaux témoins *directs* intégralement préservés des pratiques d'émission documentaire des chancelleries islamiques avant le XVI^e^ siècle. Leur préservation dépend surtout de l'état de conservation des différentes archives européennes, donc de logiques de conservation extrinsèques au monde musulman, liées à la continuité des institutions réceptrices, à leurs stratégies de mémorialisation, aux hasards du temps.

Cette caractéristique de la plus vieille documentation diplomatique musulmane à destination de l'Occident latin préservée d'être à la fois exceptionnelle par son contenu, puisqu'elle matérialise et mémorialise un aspect d'une diplomatie par définition extraordinaire, et par le simple fait de sa conservation, étant donné la disparition ou la mutilation d'une documentation de chancellerie plus

---

2 – Cf. à ce sujet les analyses de D. Valérian, *L'usage des documents d'archives européens dans la construction de l'histoire du Maghreb médiéval*, Séminaire EHESS 20 février 2004 (Construction des savoirs et des disciplines en Afrique du Nord [XIX^e^-XX^e^ siècles]), à paraître.

3 – A.-I. Silvestre de Sacy, *La chresthomatie arabe*, rééd., Paris 2008, section " choix de lettres et autres pièces diplomatiques ", p. 728-813 (documents du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle).

4 – F. Bauden, " Du destin des lettres diplomatiques en Islam (période pré-ottomane), Analyse des données et éléments de réponse ", in *La correspondance entre souverains, princes et cités-États. Approches croisées entre l'Orient musulman, l'Occident latin et Byzance*, Actes de la rencontre du 2-3 décembre 2008, EPHE, éd. D. Aigle et S. Péquignot, Turhout, Brepols, à paraître en 2009. La réutilisation d'actes de la chancellerie égyptienne vendus au prix du papier à diverses reprises dans les derniers siècles du Moyen Âge dans la confection de divers livres et documents conservés offre de nouvelles perspectives pour compenser partiellement la disparition d'actes intégralement préservés.

ordinaire, introduit un risque de confusion méthodologique. La tentation est grande de surdéterminer ces pièces en accentuant dans leur analyse la confusion constitutive de la science diplomatique, c'est-à-dire en magnifiant à la fois leur exceptionnalité et leur exemplarité : exceptionnalité de témoins survivants de ces rencontres hors norme, exemplarité d'une pratique de chancellerie plus générale dont elles sont un produit spécifique.

Or les logiques de prospection scientifique impliquées par ces deux aspects, l'un constitutif, l'autre accidentel, de la documentation, sont fondamentalement différentes. Si l'histoire des contacts entre sphères de civilisations court toujours plus ou moins le risque de tomber à un moment ou l'autre dans le charme un peu passéiste du récit « à la Grousset », à travers le choc des empires, le poudroiement des routes et la vision des hordes en mouvement, quand elle se réduit au seul récit événementiel, elle retrouve toute sa raison d'être en intégrant l'ensemble des éléments en jeu dans l'économie des échanges à longue portée. Dans sa plus grande extension, elle reconstitue des réseaux de circulations et contacts, économiques, politiques, sapientiaux et linguistiques inextricablement liés, comme le montrent ici-même R. Amitai à propos des pratiques diplomatiques des Mamelouks, de la Horde d'or, de Byzance et des cités maritimes italiennes autour du commerce des esclaves, ou M. Biran pour les échanges diplomatiques du khanat djaghataïde.

Mais ce lieu d'histoire particulier qu'est l'échange diplomatique entre pouvoirs distants offre également l'amorce tentante d'un comparatisme des pratiques de communication du pouvoir, pour lequel les dossiers conservés semblent de prime abord constituer un terrain prometteur, puisqu'ils enferment chaque fois les différents acteurs dans le champ clos d'une confrontation hautement symbolique. De l'observation des différentes variantes de cette partie sans cesse réengagée, avec ses enjeux à la fois concrets et idéologiques, se dégageraient des constantes, voire un paradigme de la confrontation, susceptible d'éclairer par contrecoup l'essence même des pouvoirs concernés, en aidant à préciser la manière dont ils se définissent les uns par rapport aux autres dans la longue durée. Le cas d'école de l' aménagement progressif d'une diplomatie des capitulations derrière le refus idéologique d'établir une relation égalitaire analysé par G. Veinstein à propos des relations entre les puissances chrétiennes d'Europe et l'empire ottoman montre bien comment une telle mise en perspective, prenant en compte l'ensemble des facteurs en jeu dans la confrontation, peut relativiser des analyses hâtives ou fragmentées, concluant trop vite à l'échec ou au refus de la communication.

La possibilité d'une telle prospection dépend toutefois de l'état de conservation des sources. Leur transmission a pu être favorisée par la pérennité d'une institution caractérisée à la fois par une forte continuité politique et idéologique, et par une capacité exceptionnelle de mémorialisation. Il en va ainsi de la papauté médiévale conservant dans ses archives les versions latines de lettres reçues par les souverains musulmans ou mongols au XIII[e] siècle (J. Richard, T. Thanase). L'existence même de ces sources dépend aussi de l'intensification momentanée ou durable des échanges de longue portée liée à l'apparition d'un contexte géopolitique nouveau, comme ce fut le cas aussi bien avec l'accélération des échanges commerciaux et politiques entre pouvoirs chrétiens et musulmans dans l'ouest

du bassin méditerranéen après 1050 (H. El Aallaoui, B. Jadla, P. Buresi) qu'avec l'ouverture de possibilités de combinaisons diplomatiques inédites par suite de l'expansion mongole et du bouleversement des échanges qu'elle entraîna à l'échelle eurasiatique (T. Thanase, D. Aigle).

P. Guichard, dans son analyse des relations entre al-Andalus omeyyade et les pouvoirs chrétiens, M. Biran dans celle des pratiques diplomatiques djaghataïdes, montrent toutefois les limites imposées par la distance temporelle ou la fragmentation des sources à la reconstitution intégrale de certains de ces échanges diplomatiques, quand la disparition de la correspondance originale oblige à se concentrer sur les aspects non-textuels de la communication, sur lesquels les chroniques sont susceptibles de nous renseigner, mais qui prêtent plus facilement le flanc à un retraitement orienté, voire mythique des épisodes concernés par leurs rédacteurs. Il n'est que de penser au devenir dans la littérature postérieure des ambassades échangées entre les cours de Cordoue et de Byzance ou d'un mystérieux pouvoir « normand » au X^{e} siècle, sujets de broderies fantasmatiques sur le thème de la participation des femmes au pouvoir et à la vie publique.

Dans tous les cas, ce versant « extraverti » de l'analyse de la documentation diplomatique, où le chercheur concentre son attention sur le mécanisme même de la communication et de la négociation politique, à travers les vestiges textuels directs ou indirects des correspondances, ou la narration des ambassades proprement dites, recouvre une série de problèmes méthodologiques spécifiques, liés à la reconstruction d'une économie de l'échange intercivilisationnel. Ces échanges ont une composante qu'on pourrait qualifier de pragmatique, visant à la résolution des conflits pratiques, qui dans toute leur complexité potentielle s'articulent toujours autour de stratégies d'alliance ou de contre-alliance, de la gestion d'échanges économiques et/ou de transferts de population, de la pérennisation d'avantages mutuels, de l'établissement d'une série de garanties minimales. Cet aspect pragmatique de l'échange, dont l'interprétation est parfois entravée ou compliquée par la mutilation des sources, obligeant à aborder l'analyse d'une négociation *in medias res*, comme dans l'affaire des tractations entre Pise et l'empire almohade analysée par P. Buresi, peut généralement être reconstitué en fonction de méthodes historiques et philologiques éprouvées. Il est ainsi souvent possible de dire si l'ambassade a été un échec (comme dans le cas des négociations répétées entre Mongols et souverains latins), un demi-succès, un succès complet.

Mais il existe une autre composante de ces négociations qu'on pourrait qualifier de symbolique, mettant en jeu la représentation des pouvoirs par eux-mêmes et les pratiques discursives – qu'elles impliquent l'échanges d'artefacts, la communication gestuelle ou la communication linguistique – associées à la construction de leur légitimité, en tant que garants de l'ordre social, voire cosmique, qu'ils sont censés incarner. L'analyse et la reconstruction de cet aspect symbolique de la négociation implique, elle, l'utilisation d'instruments heuristiques allant de l'histoire des idées et des traditions textuelles permettant d'expliciter les caractéristiques formelles liées aux procédés de légitimation conceptuelle et littéraire, jusqu'aux outils empruntés à l'anthropologie, aidant à analyser la ritualisation des procédures d'échange et de représentation et ses limites.

Pour l'historien, l'enjeu et les dangers de l'analyse se situent à la jonction de ces deux dimensions de l'échange diplomatique, quand la démarche de décryptage des aspects symboliques de la négociation, avec toutes ses potentialités de dérapage herméneutique, entre en collision avec l'analyse désincarnée de ses aspects pragmatiques. L'étude des fastes d'une négociation au plus haut niveau entre légitimités différentes qui construisent un discours de représentation peut conduire à sur-interpréter le poids de cette dimension symbolique dans l'échange, car la présence des instruments de légitimation symbolique prend un relief particulier dans le contexte d'une confrontation. Il n'est pourtant pas sûr qu'il faille automatiquement accorder plus de valeur à ces procédures de ritualisation de la communication politique que dans des contextes de communication interne, au sein d'une même sphère culturelle, voire d'un même ensemble politique, car c'est à chaque niveau de la communication traditionnelle que se pose pour l'historien le problème de l'articulation entre les aspects pragmatiques et symboliques de l'échange. Comme le note P. Buresi,[5] la surinterprétation d'encodages symboliques analysés hors de leur contexte de production habituelle lors de l'étude de ces dossiers d'échanges hors normes peut conduire à une vision faussée de l'économie de la négociation proprement dite.

Cette articulation dans l'échange se laisse appréhender au plus près à travers l'opération de communication linguistique qui lie indissolublement symbolisme et pragmatisme dans le *continuum* de sa texture rhétorique, à la manière de la trame et de la chaîne, et dont les vestiges de correspondance permettent de capturer l'un des aspects. L'analyse des différents cas de figure, depuis la non-communication d'une lettre en mongol arrivant telle quelle en occident jusqu'à la préparation de documents spécifiquement créés pour répondre aux pratiques de l'entité réceptrice, comme les lettres qui furent peut-être directement rédigées en arabe par la chancellerie castillane pour être lues par le souverain de Séville à la fin du XI^e^ siècle, en passant par l'opération de traduction sous ses divers aspects,[6] oblige l'historien à opérer une sorte de régulation, voire de déflation de sa pratique interprétative en lui suggérant parfois avec précision, dans le cas des dossiers les mieux conservés, quelle proportion du dispositif communicationnel était réellement comprise, prise en compte, discutée, exfiltrée lors de l'échange, et quel traitement exact recevaient les différentes parties du message. La chaîne de transmission, parfois fort longue, du texte de départ au texte d'arrivée (par exemple, du mongol au latin en passant par le persan et/ou une langue vulgaire latine) n'empêchait d'ailleurs généralement pas la préservation du cœur du message linguistique, celui qui portait sur les aspects concrets de la négociation.

Dans la droite ligne d'un anti-relativisme linguistique de bon sens, on s'aperçoit finalement à la lecture des différents essais que les difficultés symboliques de la communication peuvent presque toujours être aménagées en fonction des

5 – Cf. *supra* p. 297-309.

6 – Traduction réalisée par le pouvoir émetteur ou par l'entité réceptrice ; dossier analysable à partir des deux versions permettant l'étude des adaptations, ou d'une seule version, obligeant à procéder par induction pour reconstituer l'échange global…

besoins de la négociation, même si celle-ci n'est jamais aisée entre légitimités politiques appuyées sur des socles de références textuelles et conceptuelles liées à la gestion d'une ou de plusieurs cultures linguistiques parfois fort distantes. L'effet d'étrangeté philologique de certains dossiers où les résultats parfois détonants de la concaténation de traditions d'écriture différentes s'affichent ou se devinent est fortement relativisé par l'anticipation, théoriquement toujours possible, des problèmes impliqués par la transposition dans une autre culture des supports de conceptualisation représentés par les habitus diplomatiques – entendus au sens large d'habitus grammaticaux, linguistiques, rhétoriques, calligraphiques – des différents acteurs concernés. La difficulté n'est en définitive pas tant conceptuelle que méthodologique, car la prise en compte intégrale de ces conditionnements liés aux mécanismes d'apprentissage et de gestion de la culture savante dans les sociétés traditionnelles, déjà problématique pour l'historien dans un champ culturel donné, devient acrobatique quand le dossier traité implique deux (Islam/occident latin ; Islam/Byzance), voire plusieurs aires culturelles différentes, comme dans le cas du khanat djaghataïde, point de rencontre de traditions diplomatiques et rhétoriques islamiques, haute-asiatiques et extrême-orientales. Mais il est sans doute plus profitable de rationnaliser cette difficulté méthodologique que de créer inconsciemment un court-circuit logique en projetant nos difficultés d'analyse sur les sources envisagées, au risque de créer des fantasmes historiographiques. Tel serait le cas du « mongol latinisé », s'il était compris à tort comme une sorte de pidgin ente mongol et latin, et non comme la simple résultante dans certaines versions latines conservées des correspondances entre les Mongols et les souverains d'Occident de diverses pressions linguistiques dont on peut retrouver à la même époque des équivalents dans bien des latins techniques d'Occident, altérés au contact des langues vulgaires romanes.

La conséquence méthodologique à tirer de ce danger de confusion lié à la magnification de l'étrangeté des sources par projection de leur « exceptionnalité diplomatique » sur leurs caractéristiques formelles semble être la nécessité pour l'historien d'accentuer son effort d'analyse des sources textuelles, et tout particulièrement des correspondances préservées, en opérant un glissement d'une interprétation au premier degré des aspects les plus liés à la dimension symbolique du message, profitable mais toujours susceptible de dérapages ou d'illusions, vers leur interprétation au second degré. Celle-ci passe par un travail de contextualisation rhétorique visant à restituer aux aspects symboliques du texte une épaisseur sémantique liée non pas tant au sens immédiatement perceptible dans l'échange analysé qu'à leur logique de création, de circulation et d'adaptation dans les traditions de formalisation de l'écrit politique de l'aire concernée. La nécessité de réinsérer les vestiges des correspondances les plus atypiques dans cette dense trame de la communication politique, entendue comme un ensemble de savoirs et de techniques traditionnels, conduit donc à aborder la documentation diplomatique qui nous occupe sous son second aspect, évoqué plus haut : son versant « intraverti » ou « interne » de témoignage, certes particulier, d'une pratique de l'écriture du pouvoir plus générale, à l'intérieur d'une sphère culturelle donnée.

Cette seconde grande orientation, envisageant cette documentation diplomatique sous l'angle des pratiques administratives, rhétoriques et discursives caractéristiques de la production des pouvoirs musulmans, donc d'une diplomatique de l'islam pleinement autonomisée, implique de subsumer ces textes dans un ensemble de techniques d'écriture et de formalisation documentaire dont les fondements doivent être recherchés dans les logiques internes des cultures juridiques, rhétoriques, administratives du monde islamique. Cela suppose de réintégrer ces pièces diplomatiques « aberrantes » dans un corpus beaucoup plus vaste dont les témoins directs ont aujourd'hui presque tous disparu, mais dont la logique d'ensemble peut être en partie reconstituée, en partie devinée, grâce aux procédés d'anastylose que l'existence de nombreuses sources secondaires – chroniques, traités d'*inšā'* et autres manuels rhétoriques, manuels de chancellerie et essais didactique à finalité politico-administrative – permet de mettre en œuvre. En dépit de leur objectif très particulier, l'on ne peut guère analyser, par exemple, les documents d'archives émanant des pouvoirs andalous ou des empires unitaires hispano-maghrébins qui ont subsisté dans les archives des chancelleries du monde latin, depuis les Almohades jusqu'aux Nasrides, en faisant abstraction des indices sur les pratiques typiques des chancelleries émettrices dans leur activité plus ordinaire. Or celles-ci ne se laissent complètement cerner qu'en complétant l'examen des documents subsistants par l'étude des histoires, des anthologies épistolaires, des traités administrativo-didactiques (M. J. Viguera-Molins).

La prise en compte de l'ensemble de ces sources permet d'éviter de surdéterminer un certain nombre de caractéristiques formelles ou textuelles du document isolé qui, pour être correctement interprétées, doivent être moins lues en fonction d'une visée particulière liée à l'exceptionnalité de l'échange engagé, qu'à la pesanteur de l'économie de la communication symbolique prévalant dans le centre politique dont émane le document. La possibilité d'expliquer ses caractéristiques implique donc de reconstituer *en amont* un ensemble de pratiques culturelles et administratives dépendantes du savoir-faire et des instruments conceptuels d'un réseau d'acteurs incluant les pouvoirs mandataires et les praticiens de l'écrit à leur service. Elle oblige, même quand le propos se concentre sur l'échange diplomatique, à réintégrer l'échange avec le souverain non-musulman dans une économie de la communication infiniment plus complexe (H. El Aallaoui).

La pesée exacte du reflet textuel de l'échange diplomatique revêt alors moins d'importance que son intégration dans la complexe mécanique de symbolisation du pouvoir émetteur à travers sa propre communication, en constante adaptation au fil des ajustements sociopolitiques qui le conduisent à prendre en compte de nouvelles formes d'expression du lien social par l'élaboration permanente de nouveaux codes d'expression symboliques (S. Gubert). Ce redimensionnement de l'échange à longue portée dans un ensemble de pratiques politiques, administratives et communicationnelles dont il n'est qu'un produit particulier conduit donc à relativiser la plus value-scientifique qui résulterait de son caractère exceptionnel pour la compréhension des logiques de communication du pouvoir émetteur. On n'apprendrait sans doute pas plus, peut-être beaucoup moins, sur la complexité et la variabilité des pratiques de formalisation du langage politique

dans l'espace seldjoukide, grâce à la redécouverte d'une correspondance préservée avec un pouvoir latin, que dans le cas de figure d'un échange de lettres entre deux atabegs accidentellement transmis par un recueil épistolaire étudié par D. Durand-Guédy. De même, l'examen des pratiques de communication d'une chancellerie provinciale de l'Iran séfévide (C. P. Mitchell) permet d'entrer dans le détail des structures des relations discursives complexes entre le centre impérial et les acteurs locaux, offrant des possibilités bien différentes des dossiers concernant les ambassades échangées avec l'Occident lointain pour reconstituer les arcanes de l'État séfévide et de sa communication.[7] On peut d'ailleurs postuler, *a contrario* du sens commun, que la rationalité des instruments d'expression symbolique inhérents à la communication dans une société traditionnelle apparaît mieux quand ils sont utilisés dans un contexte de communication pour lequel ils ont été programmés, que dans le cadre exceptionnel des relations avec un pouvoir ne partageant pas les mêmes encodages symboliques.

Ces deux communications iraniennes du dossier, s'écartant le plus de la problématique des échanges entre Latins et Musulmans, permettent donc en quelque sorte de lever l'illusion d'une nécessaire adéquation entre l'étude de l'échange diplomatique exceptionnel et celle de la pratique diplomatique générale. Elles rappellent comment, grâce au traitement historique des traités et anthologies d'*inšaʾ* et de matériel épistolaire, l'analyse de la production diplomatique du monde musulman peut se rendre en partie indépendante d'une focalisation sur l'original perdu, et se construire sans nécessairement passer par le détour des correspondances diplomatiques à longue portée avec l'Occident, avec leurs originaux préservés.

Le poids de l'*inšaʾ* et des sommes épistolaires dans la reconstitution de ces pratiques n'est d'ailleurs pas une particularité iranienne. On le retrouve dans le dossier d'un bout à l'autre du monde musulman, notamment dans l'extrême-Occident du Maroc et d'al-Andalus, où la reconstitution des pratiques d'écriture passe à la fois par la récupération dans les manuels et anthologies épistolaires de correspondances qui y furent intégrées pour leur rôle de modèle rhétorique et/ou administratif,[8] et par l'étude du lien entre le savoir spécifique des *kuttāb*, leur relation avec le pouvoir politique, et le développement d'une culture de chancellerie qui est en quelque sorte la résultante de ces deux aspects (H. El Aallaoui, M. J. Viguera-Molins, S. Gubert). Ici encore, les dynamiques de la recherche récente

7 – Il ne s'agit pas de nier l'intérêt exceptionnel de ces dossiers, mais plutôt de souligner qu'ils doivent être d'abord étudiés dans l'optique propre au problème des échanges diplomatiques à longue portée. Sur les relations entre la horde du Mouton Blanc, puis les Séfévides avec l'Occident, cf. en particulier les études récentes d'A. M. Piemontese, " L'ambasciatore del Re di Persia presso Federico da Montefeltro, Ludovicus Bononiensis O. F. M. e il cardinale Bessarione ", in *Miscellanea Bibliothecae Apostolicae Vaticanae*, XI (2004), p. 539-569 et idem, " I due ambasciatori ricevuti da papa Paolo V al Quirinale ", in *Miscellanea Bibliothecae Apostolicae Vaticanae*, XII (2005), p. 347-425.

8 – L'on devrait en fait dire rhétorico-administratif, la notion d'*inšaʾ*, comme celle de *dictamen* dans l'Occident médiéval contemporain, correspondant à une rationalité de l'écriture du pouvoir propre à des civilisations traditionnelles survalorisant la compétence rhétorique.

soulignent la nécessité d'évacuer une certaine confusion latente entre la nécessité dès longtemps reconnue de recourir aux sources de l'*inšā'* pour combler en partie les lacunes documentaires, et l'appréhension complète de la signification des ensembles textuels relatifs à la rhétorique et à l'art épistolaire dans la transmission, la circulation et la recréation permanente de modèles et de la culture diplomatique. Le caractère relativement tardif de cette prise en compte dans la recherche tient peut-être au complexe originel infligé à la diplomatique islamique par l'absence ou la faible préservation de séries documentaires pour la période médiévale, si l'on fait abstraction des papyrus égyptiens, ce qui a eu pour conséquence à la fois de familiariser très tôt les chercheurs avec les potentialités des anthologies et recueils épistolaires, mais aussi de jeter une sorte de suspicion collective sur ces derniers, par absence de possibilité de vérification croisée avec un matériel archivistique.[9] Il était sans doute nécessaire d'établir des garde-fous méthodologiques dans le traitement de la documentation contenue dans des anthologies rhétoriques qui associent la recréation et la *reductio ad exempla* de correspondances originales préservées à fins de réutilisation ultérieure à la création de modèles *ex nihilo*, de pastiches ou d'exercices de style sur un thème donné. Mais comme le note ici même H. El Aallaoui, le statut particulier des recueils épistolaires a pu également conduire à des réflexes d'hypercritique retardant la pleine prise en compte de leur rôle exact dans la culture de l'écrit politique. La mise en évidence d'exemples flagrants de retraitement ou réinvestissement rhétorique par un *kātib* d'une génération ultérieure de formes épistolaires entreposées dans ces *loci communes* de l'écriture diplomatique qu'étaient les épistoliers, a ainsi abouti jadis à semer le doute sur l'authenticité de la pièce imitée et de l'imitation, au lieu de susciter une réflexion sur la circulation des modèles rhétoriques les plus prestigieux et les conditions de la création diplomatique.

Il est du reste remarquable que malgré l'abondance relative des archives dans la plupart des régions d'Europe occidentale latine à partir du milieu du XIII^e^ siècle, la prise en compte du mécanisme de retraitement de la correspondance politique par recréation de nouveaux textes à partir des anthologies de modèles épistolaires, décontextualisés ou inventés pour les besoins de la cause, en soit encore également à ses débuts dans le domaine latin, alors même que la préservation dans bien des cas de l'ensemble de la chaîne de production et de retraitement des « formes rhétoriques », incluant séries archivistiques, recueils administrativo-rhétoriques et documents isolés, aurait dû faciliter la tâche de l'historien des textes.[10]

---

9 – Cf. sur l'état de la documentation et de la recherche pour le Proche-Orient le récent dossier *d'Asiatische Studien/Études asiatiques,* LXII/3 (2008), *Documentary Letters from the Middle East. The evidence in Greek, Coptic, South-Arabian, Pehlevi and Arabic (1th-15th C CE),* éd. Eva Mira Grob-Andreas Kaplony.

10 – Cf. B. Grévin, *Rhétorique du pouvoir médiéval. Les Lettres de Pierre de la Vigne et la formation du langage politique européen, XIII^e^-XV^e^ siècle,* (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome n° 339), Rome, 2008.

Cette concomitance dans les rythmes de la recherche orientaliste et occidentaliste suggère d'ailleurs que ces problèmes d'analyse du langage du pouvoir sont moins liés à l'état de conservation des sources, si différent dans le monde latin et dans l'Islam médiéval, qu'aux multiples difficultés méthodologiques qu'affronte le renouvellement en cours de l'approche du document par la diplomatique. Cette dernière a certes intégré la nécessité de compléter son outillage par emprunt à des techniques d'analyse en partie dérivées de la recherche littéraire, mais elle peine, en Islam comme en Occident latin, à se débarrasser radicalement du fétichisme de la centralité de la source isolée, d'une vision strictement linéaire du développement des traditions administratives, enfin de la dichotomie histoire littéraire/histoire diplomatique, pour analyser des modes de production de civilisations traditionnelles valorisant l'élaboration rhétorique du langage du pouvoir à partir du renvoi à des corpus et des techniques rhétoriques dépendant d'autorités textuelles survalorisées, et surtout pour retrouver le rythme complexe du retraitement cyclique et autoritatif de modèles semi-formalisés. C'est la reconstitution difficile des dynamiques semi-littéraires de retraitement textuel à l'œuvre dans l'Islam des chancelleries qui permettrait sans doute le mieux d'appréhender les logiques d'utilisation de figures symboliques dans les correspondances exceptionnelles évoquées dans ce dossier, en retrouvant ce sens « au second degré » imposé par la culture ambiante et collective des *kuttāb* derrière la lecture « au premier degré » qui affecte au document un degré d'originalité (ou d'absence d'originalité) arbitraire, et surtout anachronique, en le coupant de ses logiques de production.

Envisagée dans cette optique, la valorisation intuitive de la correspondance entre pouvoirs musulmans et latins comme lieu par excellence d'une sorte de micro-comparatisme favorisé par des configurations exceptionnelles se trouve finalement fragilisée au profit d'une approche plus structurelle, engageant un comparatisme de l'économie des communications politiques sur une échelle beaucoup plus vaste. Comme l'a noté Bruna Soravia,[11] la réflexion sur les rapports entre l'existence d'une classe de techniciens lettrés, sa reproduction à travers le développement d'une culture rhétorique complexe liée à la valorisation de corpus et outils linguistiques et littéraires canoniques, et la réélaboration permanente d'un langage auto-légitimateur de l'autorité, lié à la fois à une théorie et à une pratique rhétorique, n'est pas une spécificité islamique, mais une constante de la plupart des grandes civilisations traditionnelles (Occident latin, Chine, Islam...). Il y a là un terrain tout indiqué pour un comparatisme de grande ampleur qui restera sans doute en partie hors de portée, au-delà des généralités programmatiques, tant que les dynamiques de création de ces langages de l'autorité dans les différentes sphères et leurs éventuelles hybridations dans les zones de contact intensifs n'auront pas été précisées.[12]

11 – Cf. en particulier B. Soravia, " Les manuels à l'usage des fonctionnaires de l'administration *(adab al-Kātib)* dans l'islam classique ", *Arabica*, LII/3 (2005), p. 417-436.

12 – Je me permets de renvoyer pour une analyse des conditions d'un comparatisme de ce genre entre l'Occident latin du *dictamen* et le monde arabe de l'*inšā'* à B. Grévin, " Entre *Inšā'* et

L'un des principaux intérêts d'une enquête centrée sur l'étude des correspondances diplomatiques entre sphères de légitimités différentes, tels que l'Islam médiéval et l'Europe latine, est donc peut-être de faire apparaître, à travers la révélation de certaines inflexions collectives de la recherche englobant cette fraction particulière de la documentation, telles les nouvelles problématiques d' exploitation de la littérature d'*inšā'*, comme à travers la mise en relief de certains apories persistantes, liés à l'origine même de la notion de diplomatique aussi bien qu'à l'état premier de la documentation, les problèmes méthodologiques que pose le traitement historique de ces objets documentaires éminemment, dangereusement particuliers. Ne pas mettre la communication exceptionnelle entre sphères politiques de culture radicalement différenciée au centre de l'interrogation sur le langage du politique dans ces cultures ; résister à la tentation de prendre ces dossiers atypiques pour les bornes balisant les voies d'un comparatisme qui devrait au contraire se construire à partir des idéaltypes et des constantes structurelles, non de cas particuliers ; revenir sur ces dossiers, à l'aide de toutes les avancées récentes de la recherche diplomatique et textuelle en les contextualisant dans l'ensemble des dynamiques d'écriture et des inflexions linguistiques, sociales, politiques dont ils sont un reflet (et c'est ce qui fait la richesse de bon nombres des pièces du présent dossier) ; apercevoir enfin à quel niveau l'histoire de la diplomatie et la diplomatique peuvent être liées, et à quel niveau leur identification devient confusion... autant d'efforts de clarification nécessaires pour échapper à l'effet d'éblouissement causé par la fascination de ces correspondances extraordinaires, et pour les mieux comprendre, en leur redonnant leur statut presque inclassable d'alchimies textuelles, résultats improbables de rencontres chaque fois réinventées.

---

dictamen : propositions pour un comparatisme des écritures solennelles du monde musulman et du monde latin médiéval (XI^{e}-XV^{e} s.) ", in *Documents et manuscrits arabes de l'Occident médiéval.* Actes du colloque de Madrid, Casa de Velazquez, 10-12 novembre 2008, à paraître sous la direction de P. Buresi et M. J. Viguera-Molins.